

Climat-Énergie : la France doit se donner les moyens - Avis sur les projets de SNBC et de PPE

Déclaration du groupe de l'agriculture

Le secteur agricole joue un rôle essentiel dans les politiques « Climat-Énergie ». Pour la profession agricole, il est important de reconnaître que l'agriculture est une solution à la transition écologique puisqu'elle est productrice de biomasse.

Cette biomasse permet tout à la fois de proposer des alternatives aux énergies fossiles, de diversifier les activités agricoles, de participer à l'objectif de neutralité carbone et ainsi de créer des emplois sur l'ensemble du territoire. Pour nous, la transition énergétique, c'est aussi une opportunité économique.

L'agriculture propose un bouquet d'énergies renouvelables très complet qui doit être pris dans son ensemble sans en exclure aucun : biocarburant, méthanisation ou encore photovoltaïque. Le développement de ces énergies renouvelables agricoles doit bénéficier de soutiens ambitieux. Comme le précise l'avis : l'objectif de 7 % de biogaz dans la consommation de gaz en 2030, est trop modeste.

Les soutiens doivent également être adaptés aux spécificités de l'économie agricole et en particulier à des projets de petite taille. À cet égard, la trajectoire proposée de baisse de tarifs est inadaptée. Ces soutiens doivent aussi prendre la forme d'une protection accrue des terres agricoles contre l'artificialisation. Sacrifier des terres pour y mettre des panneaux photovoltaïques est un non-sens alors que les bâtiments agricoles et les structures de protection des cultures sont des supports adéquats.

Il faut en parallèle lutter contre les fuites de carbone à l'étranger en produisant ailleurs. C'est un contre-sens économique. La France et l'Europe ne peuvent pas être vertueuses sur le plan environnemental sans emploi ni activité.

De plus, l'énergie est un enjeu de développement, d'aménagement et de solidarité à l'échelle des territoires. L'agriculture peut impulser des projets collectifs qui font sens à l'échelle locale.

De leur côté, les collectivités locales s'investissent de plus en plus comme acteurs de l'efficacité énergétique et souhaitent faire entendre leur voix dans la gestion des réseaux. Il faut porter cette ambition locale et favoriser les partenariats entre agriculteurs et collectivités. Le groupe a voté pour.